

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 39 (1894)
Heft: 9

Nachruf: Le comte de Paris
Autor: Lecomte, F.

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

nant-général Rosenberg. Celle-ci fut attaquée le 1^{er} octobre par les Français. Après un violent combat il les repoussa jusqu'à Schwytz et leur prit 5 canons. Mais cette victoire servit peu à Souwaroff. Arrivé à Glaris, où Rosenberg eut peine à le rejoindre, il trouve barrée par Molitor la route de la plaine. Il dut continuer sa retraite à travers les montagnes, sur les Grisons et le Rheinthal.

(A suivre.)

* * *

Les officiers étrangers dont les noms suivent ont assisté aux manœuvres :

Allemagne. Le général-major, commissaire des guerres supérieur, comte Keller ; le major Dreysing, du 112^e d'infanterie ; le premier-lieutenant Wellenkampf, attaché militaire à Berne.

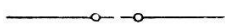
Angleterre. Lieutenant-colonel C. M. Watson.

France. Colonel de Maystre, commandant l'école militaire de l'artillerie et du génie ; lieutenant-colonel d'état-major du Moriez, attaché militaire à Berne ; capitaine de chasseurs Chanzy, du 28^e bataillon chasseurs alpins.

Italie. Colonel Cerruti ; lieutenant-colonel Escard ; major Guira.

Norvège. Capitaine d'artillerie Quirling.

Russie. Baron Resen, colonel d'infanterie de la garde et attaché militaire, à Berne.



† Le comte de Paris,

En la personne du comte de Paris, qui vient de mourir en exil (à Stowe-House, près Londres, le 8 septembre courant), une grande et belle figure disparaît de la scène du monde, en y laissant un vide sensible.

Quand nous parlons ainsi nous n'entendons pas, on le comprend, satisfaire aux adorateurs du succès et de l'éclat en ce qu'on appelle la haute politique européenne. Non ; pour qui ne juge les hommes qu'à la réussite immédiate de leurs œuvres ou au bruit de sonores agissements, le prince défunt demeure peut-être à l'arrière-plan. Les douloureux contretemps qui, de bonne heure, traversèrent sa carrière, ne lui

permirent pas, à beaucoup près, de donner sa vraie mesure, encore moins de la donner en spectacle à l'Europe.

Mais pour ceux qui ont pu suivre les diverses péripéties de sa vie si remplie et si mouvementée, qui ont vu sa lutte toujours vigilante et persévérante contre la mauvaise fortune, sa résignation calme et digne devant les déceptions amenées par des événements plus forts que lui, son ardent patriotisme français en dépit de circonstances parfois poignantes, sa bravoure de soldat et sa fidélité de bon camarade, pour ceux qui ont pu apprécier, en un mot, ses éminentes qualités d'esprit et de cœur, couronnées par l'admirable sérénité du lit de mort, le comte de Paris restera une grande et belle figure.

Il nous sera bien permis de le faire connaître avec quelques détails aux lecteurs de la *Revue militaire suisse*, car il s'intéressait vivement à eux et à l'armée suisse; il montra constamment de la sympathie à notre publication, qu'il honora souvent d'intéressantes communications, de précieux renseignements. Ajoutons qu'il aimait même à se dire l'un de nos collaborateurs de fondation. Il le fut en effet, trop peu à notre gré. Entre autres, plusieurs articles sur la guerre d'Amérique sont de sa main, et l'un des derniers ¹, une nécrologie du général Mac-Clellan, eut un grand et légitime retentissement.

* * *

Né aux Tuileries, le 24 août 1838, le comte de Paris fit son entrée dans le monde aux vivats d'une allégresse générale. La venue de ce sous-héritier présomptif du trône de Juillet semblait assurer l'avenir le plus lointain. La satisfaction ne fit que s'accroître quand on remarqua les heureuses dispositions personnelles du jeune prince s'épanouissant de jour en jour avec les plus favorables promesses.

A cela rien d'étonnant d'ailleurs. Il avait de qui tenir. Père et mère formaient une paire d'élite. Le duc d'Orléans, brillant officier général, en train de s'illustrer aux guerres d'Afrique, après le siège d'Anvers, était chéri du peuple et de l'armée, comme en témoigne encore sa statue équestre survivant à tant d'orages sur la grande place d'Alger. Sa mère, la princesse Hélène de Mecklenbourg-Schwerin, non moins distinguée que son valeureux époux, femme de tête et de cœur,

¹ Voir *Revue militaire suisse* du 16 mai 1887.

ferme et douce, sérieuse et gracieuse, bonne à souhait, belle à ravir, réunissait tous les mérites.

En telles conditions, la première éducation du comte de Paris ne pouvait rien laisser à désirer. Elle fut complète et parfaite, bien continuée ensuite, au civil par le savant académicien Régnier, au militaire par le général Trezel, ancien ministre de la guerre. Mais, déjà à l'âge de 4 ans, la mort tragique du duc d'Orléans frappa la famille comme d'un coup de foudre.

Le jeune héritier présomptif n'en deviendra que plus cher à tous, son éducation que plus soignée encore, de concert avec celle de son frère, le duc de Chartres, né en 1840. La tendresse maternelle redouble d'efforts et d'attentions autour du dauphin de France, qui grandit et se développe au mieux.

A l'âge de 10 ans, nouveau coup de foudre. Cette fois c'est l'exil, le premier exil, qui, à son tour, vient frapper le prince par la révolution de 1848, suivie de la république bonapartiste, puis du second empire. Un long pèlerinage sur terre étrangère va commencer pour toute la famille du roi détrôné. Le comte de Paris débute par l'Allemagne, au château d'Eisenach, chez les parents de sa mère, toujours en compagnie de son frère; de là ils rejoignent en Angleterre leur grand-père et leurs oncles, réunis à Claremont, à Twickenham et alentours.

A leurs études premières, se joint, en théorie et en pratique, celle de l'allemand et de l'anglais, qu'ils ne tardent pas à parler à l'égal de leur langue maternelle. Pendant les vacances, ils parcourent l'Europe en tous sens, le long des frontières de France, qu'il faut éviter par crainte du gendarme. On les voit, à plusieurs reprises, en Suisse, dans les Grisons, ancien refuge de leur grand-père, dans l'Oberland bernois, à Lausanne aussi, où ils passent une grande partie de l'été de 1853, à la suite d'un grave accident survenu à leur mère près d'Oron. Rétablie par les bons soins de feu le docteur Pellis, la duchesse d'Orléans reconduit ses fils en Allemagne, puis en Angleterre, par la Belgique, plus tard en Italie.

Dans le cours de ces divers voyages, le comte de Paris et son frère visitent de nombreux champs de bataille. Ils y font d'utiles répétitions de leurs leçons d'histoire, sous la direction de quelques officiers français de talent et d'expérience appelés auprès d'eux, dont entre autres le général Trezel, déjà mentionné, et un officier très distingué des chasseurs à pied, dits

de Vincennes ou aussi d'Orléans, le capitaine Morhain, qui restera leur dévoué compagnon. Parfois aussi, le duc d'Aumale les accompagne, leur enseignant sur place et de main de maître Nordlingen et Fribourg, avec d'autres exploits du grand Condé et de Turenne, ceux aussi de la République à Nerwinde et Fleurus, et maintes autres grandes batailles ou belles opérations, dont il faut excepter, hélas! celles d'Algérie, que le vainqueur de la smala d'Abd-el-Kader eût pu narrer en si parfaite connaissance de cause. Le comte de Paris se montre plein d'application à ces solides et charmantes études, qui enrichissent son esprit autant qu'elles élèvent et affermissent son caractère: plus tard, il en retrouvera le plein bénéfice, car c'est surtout en vivant dans les grands faits si divers et toujours émouvants de l'histoire militaire qu'on acquiert, par l'habitude des éventualités, cette solidité de moral qui vous soutient en sang-froid, aux jours critiques et au milieu de gens qui ont perdu la tête.

Mais la mort continue son œuvre. Claremont est plusieurs fois en deuil. Le roi Louis-Philippe descend dans la tombe en août 1850. Quelques années plus tard, la duchesse de Nemours le suit. Au printemps de 1858, c'est la duchesse d'Orléans elle-même qui est enlevée après quelques jours de maladie.

Pour ses deux fils le choc fut terrible, si atténué qu'il pût être par l'accueil tendre et empressé qu'ils rencontrent chez leur vénérée aïeule, la reine Marie-Amélie.

Après la résignation chrétienne, l'étude est le meilleur reconfort des grandes afflictions. Les deux inconsolables y trouvèrent leur refuge et une sorte de consolation: le duc de Chartres à son école militaire royale de Turin, dont il sortit comme lieutenant aux cheveu-légers, juste à temps pour prendre part, avec vaillance et distinction, à la campagne de 1859 en Lombardie; le comte de Paris au laboratoire du savant Hofmann, de l'Ecole des mines de Londres, pour y continuer, avec un redoublement d'ardeur, des études de chimie qui l'atiraient au plus haut point. Travailleur assidu autour de ses cornues, il devint bientôt un des meilleurs élèves du célèbre professeur et l'un de ses bons praticiens. Naguère encore, à propos de la nouvelle poudre, il retournait volontiers à ce champ de prédilection. C'était plaisir de l'entendre exposer et discuter, en expert savant et pratique, mais

sans ombre de pédanterie, les mérites comparatifs des poudres de France, d'Angleterre, d'Allemagne, qu'il connaissait par le menu.

* * *

En automne 1859, les deux frères se rejoignirent en Italie pour une *grande tournée d'Orient*. Accompagnés d'amis sûrs et dévoués, dont entre autres le capitaine Morhain, le docteur Leclère, le marquis de Beauvoir, le comte Louis de Ségur; ils s'embarquèrent le 27 novembre à Trieste pour Alexandrie, parcoururent l'Egypte, la Tripolitaine, la Syrie, la Terre-Sainte, la Turquie et rentrèrent en Europe par le Danube, après avoir savouré les charmes instructifs de l'Orient pendant une dizaine de mois. De ses notes journalières, le comte de Paris tira un fort intéressant volume: *Damas et le Liban*, publié à Paris en 1860. Aujourd'hui encore, ces premières pages d'un auteur de 20 ans ont une réelle valeur pour tout ce qui concerne la Syrie et les luttes des Druses et des Maronites qui ensanglantèrent le Liban en 1860. Elles faisaient prévoir un écrivain qui n'en resterait pas là.

* * *

Ce beau voyage n'était que le prélude d'un autre plus lointain, plus dramatique, plus fécond encore. Après l'Orient, l'Occident, le Far-West, devait naturellement tenter des princes avides d'excursions aventureuses, toujours désireux de voir et d'apprendre. Ce goût louable les mena aux Etats-Unis, où la grande guerre civile, dite de la Sécession, venait d'éclater entre le Nord et le Sud, ensuite de la prise du fort Sumter, à Charleston, par les milices virginiennes du général Beauregard (14 avril 1861).

Le 30 août 1861 ils s'embarquèrent pour New-York. La caravane française comprenait, outre le comte de Paris et son frère, leur oncle, l'amiral prince de Joinville, homme de guerre expérimenté et savant doublé d'un artiste accompli, admirable de calme et de prévoyance, un parfait Mentor, le fidèle capitaine Morhain, le docteur Leclère, avec une suite de braves domestiques, de pied et de cheval, tout à fait propres à un bon service de campagne.

A leur arrivée aux Etats-Unis, la situation était grave. Le rideau venait de tomber sur le premier acte de ce grand drame qui devait se terminer par le triomphe de la juste cause du Nord et par l'émancipation des esclaves. Mais on semblait loin encore d'un tel résultat ; avant d'y atteindre, des flots de sang allaient couler.

Les fédéraux venaient d'être complètement battus à Manassas, sur le Bull-Run (21 juillet 1861) et rejetés derrière le Potomac ; ils s'y barricadaient hâtivement, menacés jusqu'à Washington par l'artillerie sudiste. Quelques minimes compensations étaient échues à la cause du Nord, dans la Virginie occidentale. Le général Mac Clellan, ancien capitaine de réguliers, qui les avaient bravement obtenues, fut aussitôt appelé à Washington. Le 27 juillet il y prit le commandement de toutes les troupes entourant la capitale fédérale et, trois mois plus tard, le commandement en chef de toutes les forces des Etats-Unis, en remplacement du vieux général Scott, démissionnaire.

Le 28 septembre, le comte de Paris et le duc de Chartres entrèrent à l'état-major du général Mac Clellan, comme aides de camp, avec le grade de capitaines fédéraux de volontaires, restant d'ailleurs libres de tout serment d'allégeance et de toute entrave à leur retour en Europe dès qu'ils le jugeraient convenable. Pendant tout l'automne et l'hiver de 1861-62, ils travaillèrent assidûment avec le général en chef et ses principaux aides à l'organisation de la grande et belle armée qui se formait et se concentrait autour de Washington. En même temps qu'elle formait ses unités, cette armée s'instruisait dans les meilleures conditions militaires désirables, c'est-à-dire devant l'ennemi, en partie aux avant-postes souvent engagés de jour et de nuit sur la rive droite du Potomac.

C'est dans les bureaux de cet état-major, où j'eus l'honneur d'être admis avec mon grade suisse de major fédéral, que j'eus l'avantage de faire la connaissance des deux jeunes exilés français et de nouer avec le comte de Paris, une fois la première glace rompue, de fort agréables relations qu'il daigna conserver avec la plus grande affabilité pendant tout le reste de sa vie et reporter même sur mes fils. Son séjour de 1853, à Lausanne, le souvenir de quelques connaissances lausannoises communes, entr'autres du Dr Pellis, qui lui avait donné ses soins, ainsi qu'à sa mère et qui jadis m'avait remis d'une

fracture de jambe, y furent pour beaucoup. A plusieurs reprises nous eûmes de longues causeries de bivouac ou de tente, où j'eus l'occasion d'admirer son jugement sûr, clair, élevé, ses vues larges, fermes, bienveillantes, révélant une réelle supériorité d'esprit, qui fut souvent confirmée par la suite.

Tandis que le duc de Chartres, toujours prompt à chevaucher sur toutes les routes, avec toutes les patrouilles d'exploration et de reconnaissance et tous les raids lancés par le commandant en chef ou son général de cavalerie Stoneman¹, était presque sans cesse par monts et par vaux, le comte de Paris, plus porté aux travaux spéciaux d'état-major, était plus sédentaire, s'appliquait à sa besogne avec autant de zèle que de savoir et d'efficacité.

Quand la campagne dite de la Péninsule s'ouvrit sérieusement, au printemps de 1862, en franchissant en masses le Potomac, sur le front de Centreville et Manassas (10 mars 1862), le comte de Paris se montra aussi à l'aise et actif en selle qu'au bureau d'état-major.

On sait que cette offensive nous mena d'abord aux alentours du séminaire d'Alexandrie, où pendant quelques jours le quartier-général s'installa, puis, par le Potomac et la baie de Chesapeake, à Fort-Monroë, et que finalement le beau mouvement par la gauche, dont la réussite exigeait surtout une grande rapidité d'exécution, échoua de lenteur devant la place forte de Yorktown, dont il fallut faire le siège dans toutes les règles. Inutile de rappeler ici les causes très complexes de cette regrettable lenteur, qui tinrent en majeure partie à des défiances et malentendus politiques de la part du gouvernement. Le comte de Paris ne fut pas des derniers à prévoir ce mécompte ni à gémir des circonstances qui, en se produisant, condamnaient l'armée du Potomac à une opération tournant à une scabreuse entreprise au lieu de la belle combinaison projetée. Il ne fut pas le dernier non plus à redoubler d'activité, à l'égal de tout l'entourage du général en chef, pour s'efforcer de remédier à la déplorable situation de cette armée sacrifiée dans d'affreux marécages.

Les Confédérés ayant eu tout le temps de concentrer leurs forces autour de Richmond, des engagements de plus en plus vifs devinrent presque journaliers dès que l'occupation de

¹ Ce brave général de cavalerie vient de mourir à Buffalo, à la même heure que le comte de Paris.

Yorktown permit d'aller de l'avant. Les sanglantes journées de Williamsburg, de Hanover-Court-House, de Fair-Oaks, de Gaines-Mill ou des Sept-Jours, sur les deux rives du Chickahominy, marquèrent les principales étapes de cette lutte tenace contre des forces sudistes devenues à peu près doubles de celles supputées à l'origine. Vaillantes et agressives, comme elles le furent constamment, elles eussent détruit l'armée du Potomac, sans la prévoyante sollicitude de Mac Clellan, pour assurer son flanc gauche, à défaut du flanquement de droite qui lui avait échappé par les mesures ordonnées à Washington. L'appui de la flottille du James River, sur sa gauche, lui permit de prendre la résolution d'opérer un changement de base vers ce fleuve, ce qu'il effectua de la façon la plus énergique et la plus brillante. Après sept journées de rudes combats l'armée du Potomac se trouvait en sûre et forte position sur les berges du Malvern Hill, puis de Harrison-landing, bien appuyée aux flottilles de l'amiral Goldsborough et du commodore Rodgers.

Pendant toutes ces meurtrières affaires, le comte de Paris se prodigua et se montra pleinement à la hauteur des circonstances. Dans tous les devoirs de service il fit preuve d'autant d'intrépidité que de sûr coup d'œil et de calme fermeté. Notamment à la journée de Gaines-Mill, il fut admirable et fort admiré. Dès le lendemain, le prince de Joinville, témoin oculaire, en faisait part à son frère, le duc d'Aumale, en des termes, plus tard illustrés d'un frappant croquis, que nous croyons devoir soumettre à nos lecteurs :

Fort Montroë, 1^{er} juillet 1862.

.....

La journée d'hier restera fortement gravée dans mes souvenirs : d'abord à cause des scènes émouvantes dont j'ai été témoin, et ensuite à cause du danger auquel nos deux neveux ont échappé par miracle. Pendant quatre heures, Paris, et pendant deux heures, Robert, ont été sans discontinuer sous le feu de mousqueterie et d'artillerie le plus violent. Leur conduite y a été, comme de raison, excellente. Ils ont été des plus actifs et des plus utiles, et enfin, au moment de la crise, ils ont montré une fermeté qui a fait l'admiration de tous, et leur a valu des remerciements publics. Mais venons au récit.

Nous savions donc les forces de Porter situées sur la rive gauche du Chickahominy, attaquées depuis le matin. L'action s'est engagée vers une heure. Paris a été envoyé de suite, et est resté aux ordres du général Porter. L'affaire devenant de plus en plus chaude, les ballons faisant rap-

port que de grands renforts étaient envoyés de Richmond, et tout étant comparativement tranquille sur la rive droite, le général a donné l'ordre à cinq brigades d'aller rejoindre Porter. Robert a été envoyé en ce moment, et nos deux neveux se trouvant tous les deux dans le pétrin, je m'y suis envoyé moi-même, pour tâcher de voir ce qui adviendrait d'eux. J'ai passé au galop le pont de Chickahominy, et montant sur les collines en face, j'ai trouvé nos troupes dans un pays ondulé, composé de grands champs et de bois, sur une ligne de bataille d'un mille et demi.

De là j'ai traversé une batterie où il faisait assez chaud, et j'ai rejoint mes neveux qui étaient à la première ligne avec le général Porter. Lui et eux ne s'apercevaient pas que les balles pleuvaient comme grêle autour d'eux. Après un moment de conversation, des ordres à donner ont envoyé les neveux dans toutes les directions; nous nous sommes séparés, et je suis allé sur une colline en arrière, d'où j'ai eu une vue assez générale du champ de bataille, et d'où je pouvais suivre les mouvements des neveux, de Paris surtout, visible par un chapeau caractéristique.

J'étais là, admirant la grandeur du spectacle, nous avons environ 35 000 hommes engagés, une nombreuse artillerie dans la vallée, notre cavalerie en réserve, des lanciers aux fanions flottants; tout cela au milieu d'un pays très pittoresque, aux derniers rayons d'un soleil couchant, couleur de sang, lorsque précisément à l'endroit où se trouvait Porter, la fusillade prend une intensité inusitée; on excite par des hurras nos réserves, et on les fait entrer les unes après les autres dans les bois. La fusillade devient de plus en plus violente et s'étend sur notre gauche. Plus de doute, l'ennemi tente de ce côté un dernier effort. Nos réserves sont engagées, nous n'avons plus personne sous la main. Le jour s'en va rapidement: si nous tenons encore une heure, nous avons bataille gagnée, car partout ailleurs nous avons repoussé l'ennemi, et les efforts de Jackson, Lee, Witt et Longstreet, dont nous avons les troupes devant nous, seront inutiles, mais les nôtres sont fatiguées, elles se battent depuis le matin; elles n'ont presque plus de cartouches.

L'ennemi amène des réserves que depuis midi il a amassées. Ces troupes fraîches se jettent en bon ordre sur notre gauche qui s'ébranle, prend la fuite, et passant à travers notre artillerie, entraîne dans son désordre des troupes de notre centre. L'ennemi s'avance rapidement. Les états-majors, nos deux neveux en tête, mettent le sabre à la main, et se jettent dans la mêlée pour arrêter les fuyards. On prend les drapeaux qu'on plante en terre, et autour desquels les plus braves se rallient par petits groupes. La fusillade et la canonnade sont telles que la grêle des projectiles qui frappe le sol y soulève une poussière permanente. A ce moment, le général Cook fait une charge de cavalerie, mais elle ne réussit pas, et ses cavaliers, à leur retour, ne font qu'augmenter le désordre. Je fais de vains efforts avec tous ceux qui se sentaient un peu de cœur pour arrêter la panique.

J'ai rejoint quelques officiers qui s'efforçaient de retenir l'artillerie, et nous sommes parvenus à l'arrêter en lui barrant absolument le passage et en saisissant les chevaux par la bride. Deux ou trois pièces sont mises en batterie sur le versant d'une colline. Avec elles, aux dernières lueurs du jour, nous avons travaillé l'ennemi. A ce moment est arrivée la brigade irlandaise de Meagher, qui a poussé quelques cris sauvages en se mettant en bataille, et l'ennemi s'est arrêté. A ce moment aussi j'ai été rejoint par mes neveux, qui, chacun de leur côté, et agissant sous leur seule inspiration, en gens de cœur et d'intelligence, avaient fait ce qu'ils avaient pu pour arrêter le désastre. Dieu soit loué ! sans accident. Nous nous sommes secoué les mains cordialement. Chacun a eu ses aventures. Robert, envoyé pour porter un ordre et revenant, a échappé à un régiment ennemi, croyant que c'était un des nôtres. Il n'a été détrompé que par la décharge du régiment sur lui.

Paris a dirigé jusqu'au dernier moment le feu d'une batterie d'artillerie. Nos pertes sont très considérables. La brigade Sykes a perdu la moitié de son effectif, mais l'ennemi dut être abîmé de midi à six heures ; tous ses efforts ont échoué, et en fin de compte, si une panique déplorable nous a fait perdre un demi-mille de terrain avec les canons et les blessés que nous avons laissés depuis, c'est le seul avantage qu'il ait obtenu. Deux régiments, une brigade fraîche arrivant à propos, eussent tout changé en brillant succès, mais c'est la chance de la guerre !

Je ne me réjouis que d'une chose, c'est que nous ayons retardé un départ obligé pour ne pas abandonner l'armée dans sa situation critique, et que les neveux s'y soient conduits comme ils l'ont fait.

Après la bataille du 27 juin, la concentration des forces des confédérés était devenue évidente. Il fallait se décider à faire retraite. On se décida à passer le White-Oak-Swamp, derrière lequel on ferait une halte, pendant que les bagages fileraient sur James-River, où on établirait une nouvelle base d'opérations sous la protection des canonnières.

Cinq ou six mille voitures furent engagées sur une seule route, entre le York-River et le James-River. Le 30 au matin, tout était au-delà du White-Oak-Swamp. Nous avons quitté New-Savage-Station, le 29 au matin, par un brouillard épais, suivi cette route encombrée, avec une masse énorme de blessés. Nous avons passé le White-Oak-Swamp, espèce de marécage boisé. Mais quand nous arrivons, la tête de la colonne seule a passé, et nous entendons de la mousqueterie en avant ; nous y courons, et je rencontre K... qui me dit que nous avons repoussé la cavalerie ennemie qui voulait gêner notre marche.

Bientôt nous entendons une vive canonnade à l'arrière-garde. C'est l'ennemi qui attaque Sumner, qui n'avait pas quitté ses positions ; à la nuit nous campons, et au point du jour, j'apprends que tous nos wagons et toutes nos troupes ont passé le White-Oak-Swamp. Le lendemain, on

se dirige par une chaleur accablante vers le James-River. Le général en chef confère avec le commandant des canonnières, qui repart au galop avec les neveux. On entend bientôt le canon de l'ennemi qui attaque Smith (c'est lui qui tient le White-Oak-Swamp.) Une autre attaque se fait sur le centre de notre ligne. Ces attaques mettent les convois dans une sorte de déroute. Le général retourne avec nous aux canonnières pour conférer avec le capitaine Rodgers.

Nous nous embarquâmes sur le *Galena*. Pendant que nous y sommes, on fait rapport qu'une grande masse d'ennemis se dirige vers la position qu'occupe Porter. Par suite, nous remontons la rivière pour apporter le poids de nos boulets de 100 dans la balance. Nous offrons un feu violent.

Le lieutenant est au haut du mât, avec un officier du *Signal-Corps*, qui télégraphie avec les hommes, aux signaux de Porter, placés en haut d'une maison pour diriger notre feu. Je grimpe aussi là-haut, malgré mes grandes bottes et mes éperons. Dans le feu de l'affaire, on oublie de gouverner, et le *Galena* s'échoue, chose désagréable, car dès que le cas se présente l'ennemi remplit le voisinage de tireurs. Nous nous détachons enfin, et le feu de Porter diminue. On en conclut que l'ennemi est repoussé, et il y a fraternisation de jaquettes bleues, à laquelle je prends part.

FRANÇOIS D'ORLÉANS, *prince de Joinville*.

A ce moment, l'expédition française au Mexique avait si fortement tendu les relations entre le gouvernement fédéral et celui de la France, que les princes exilés, bons Français avant tout, ne crurent pas pouvoir rester plus longtemps au service des Etats-Unis. Ils rentrèrent en Europe, où ils étaient impatientement attendus pour recevoir, à Londres, à l'occasion de l'exposition universelle, de nombreux compatriotes désireux de leur présenter hommages et compliments.

* * *

A la fin de 1862, le comte de Paris voulut étudier par lui-même et dans les petits détails les questions ouvrières, rendues aiguës par la crise cotonnière, suite de la crise politique américaine, et il publia, sur ce sujet de haute opportunité, dans la *Revue des Deux-Mondes*, plusieurs articles fort remarquables, sous divers pseudonymes, qui furent suivis de quelques autres sur divers sujets, et d'un livre sur les *Trades-Union*. L'activité littéraire du comte de Paris était infatigable et se donnait satisfaction dans tous les domaines. Pour l'heure, il rassemblait en outre les matériaux d'un travail capital et co-

lossal, *l'Histoire de la guerre civile en Amérique*, qui remplit dès lors la moitié de sa vie. Sept forts volumes, avec atlas, allant jusqu'à l'hiver de 1863, parurent à Paris, de 1874 à 1890. Espérons que la suite et la fin, jusqu'en 1865, se trouvent dans les manuscrits laissés par l'auguste défunt, ou qu'à ce défaut, ce chef-d'œuvre d'impartiale, substantielle et riche narration, basé sur de bons principes militaires, sera continué par son frère et compagnon d'armes, le duc de Chartres, auteur lui-même de livres militaires d'un vrai mérite, homme de plume, au besoin, aussi bien que d'épée.

En 1864, le 30 mai, le comte de Paris épousa sa cousine, l'infante Isabelle, fille aînée du duc de Montpensier, née à Séville, en 1848; il suivait, en cet heureux événement de famille, son frère qui avait pris pour femme, en 1863, sa cousine, la princesse Françoise de Joinville.

De beaux enfants sortirent de ce mariage: le 28 septembre 1865, la princesse Amélie, aujourd'hui reine de Portugal; le 6 février 1869, le duc d'Orléans, qui vient de se proclamer chef de la maison de France. Plus tard, les princesses Hélène, Louise, Isabelle et le prince Ferdinand duc de Montpensier.

Dans les entrefaites, le deuil n'avait pas délaissé sa part. Au registre des décès sont à inscrire: à Claremont, en septembre 1865, la reine Marie-Amélie, 83 ans; le 24 mai 1866, à Sidney (Australie), le jeune prince de Condé, si aimé en Suisse, où il avait fait ses études et ses services militaires, fils du duc d'Aumale; en décembre 1869, à Twickenham, la duchesse d'Aumale.

Pendant les deux ou trois années qui s'écoulèrent alors, le comte de Paris fit quelques courts voyages sur le continent, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Belgique, sans oublier la Suisse et Lausanne, où il me fit l'honneur de me présenter à sa jeune épouse et de reprendre, en dînant à l'hôtel Gibbon, nos anciennes causeries d'Amérique; toutefois, l'Angleterre, le chantier de ses travaux littéraires en cours, le revoyait fréquemment.

L'Empire français libéral de 1870 lui fit un moment espérer quelques chances de revoir le sol natal et de rentrer dans le droit commun, si hautement proclamé par le nouveau ministère; mais sa pétition à cet effet, signée aussi par ses oncles et par son frère, en date du 10 juin 1870, fut rejetée le 2 juillet par le corps législatif.

Bientôt la terrible guerre franco-allemande éclate. Le comte de Paris demande au gouvernement de Napoléon III l'autorisation de prendre rang sous le drapeau français. Cette demande est rejetée; le requérant en témoigne toute sa douleur dans la belle lettre ci-après, adressée au général Dumas :

Twickenham, 20 août 1870.

Que d'événements depuis treize jours ! Quels coups pour les cœurs français ! Vous devez comprendre tout ce que nous souffrons devant ce désastre national, dont, pour aggraver nos souffrances, nous sommes condamnés à être les spectateurs inactifs. Le refus opposé à la demande de mes oncles et de mon frère est, à ce point de vue, un coup bien cruel. C'est ce refus qui m'a empêché de faire remettre une lettre analogue aux leurs qui étaient arrivées à Paris un peu avant celle-ci. Et dire que les Prussiens vont peut-être assiéger Paris, et que, sur ses fortifications, dernier boulevard de la France, élevé il y a trente ans par le roi Louis-Philippe et le duc d'Orléans, il n'y aura pas un d'Orléans pour se mêler aux défenseurs de la patrie ! Et ce qu'il y a peut-être de plus dur, c'est que dans notre insistance désintéressée, on ne verrait peut-être que les calculs d'une ambition inquiète. Mais ne songeons pas à nous, ne songeons qu'à cette admirable armée qui soutient l'honneur de la France, et à tous les nouveaux combattants qui, devant Paris, sauveront notre pays de la dernière des humiliations. Tout à vous.

LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS.

Il en fut de même quand les désastres survenus en août 1870 eurent renversé Napoléon III : le gouvernement de la défense nationale refusa au comte de Paris l'autorisation de revenir sur le sol natal, de le défendre les armes à la main. Il en exprima son chagrin dans une lettre touchante au général baron de Chabaud-Latour :

17 janvier 1871.

Vous devez bien sentir ce que je souffre, en me voyant condamné à rester spectateur inactif de la lutte héroïque de mes compatriotes. J'avoue que de telles prévisions n'étaient jamais entrées dans mon esprit ; que je n'aurais pas cru celui qui m'eût prédit que, l'Empire renversé, la république établie et l'étranger assiégeant notre capitale, je ne trouverais pas une place quelconque parmi les défenseurs de la cause nationale. Il me semblait que les traditions de toute ma famille, que le souvenir de mon père, — qui était exclusivement Français, et l'était bien avant de songer à aucun intérêt dynastique, — me donnaient le droit de réclamer l'honneur de combattre dans l'armée française, le testament de mon père à la

main, — et que personne n'aurait pu défendre à un d'Orléans de prendre un poste sur ces fortifications de Paris, qui sont l'œuvre de son grand-père, du soldat de Jemmapes.

A défaut de Paris, nous aurions tous voulu trouver notre place de citoyens dans les armées de province. Il semblait que rien ne dût s'opposer à la réalisation de ce désir bien désintéressé. En effet, lorsque mes oncles et mon frère sont allés, le 6 septembre, à Paris, on n'alléguait, pour refuser leurs services, que la crainte de voir leurs noms, au lendemain de la révolution, servir, dans la capitale, de prétexte à la guerre civile. Cette raison, bien faible en elle-même, ne pouvait être alléguée pour nous empêcher de servir dans les armées de province; et, si notre présence en France avait eu quelque retentissement, le seul résultat eût été de rallier à la république, loyalement acceptée et servie par nous, ces libéraux que le nom de la république effraye, mais que notre propre adhésion eût réconciliés avec cette forme de gouvernement.

La délégation de Tours-Bordeaux n'a pas cru pouvoir revenir sur la décision prise par le gouvernement tout entier, ne comprenant pas combien la situation était changée, ou plutôt cédant à la crainte de s'aliéner les fanatiques qui abusent du nom de la république et prétendent toujours imposer leurs fantaisies et leurs passions aux républicains libéraux et modérés.

Dans ces circonstances, je me suis adressé directement au général Trochu, lui demandant de vouloir bien, en sa qualité de président du gouvernement de la Défense nationale, faire cesser l'interdit qui m'empêche, jusqu'à présent, de porter les armes pour la France. Je n'ai pas encore sa réponse. Si elle était favorable, je serais prêt à servir sous un nom d'emprunt, de manière à ménager les susceptibilités les plus extrêmes.

Tout ce que je demande, c'est une recommandation d'un ministre du gouvernement permettant à M. X... de se présenter à telle armée active qui lui sera désignée, pour y obtenir l'emploi qu'il pourra. Le gouvernement ou son président saurait seul que M. X..., c'est moi, car je ne veux pas tenter de m'insinuer dans l'armée française à son insu...

Il me semble que vous devez comprendre combien l'inaction me ronge en ce moment, et je tenais à vous prouver que je faisais tout ce qu'il m'est matériellement possible de faire pour en sortir...

LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS.

La loi du 8 juin 1871 mit un terme au bannissement du comte de Paris et lui permit de rentrer en France. Un décret du 25 août 1875 lui donna le grade de lieutenant-colonel de l'armée territoriale dans le service d'état-major. Le comte de Paris était alors âgé de 37 ans. En 1878, il assista aux ma-

nœuvres d'automne du 7^e corps d'armée, commandé par son oncle, le duc d'Aumale.

En février 1883, le ministre de la guerre — c'était le général Thibaudin, le général Billot ayant remis son portefeuille au chef de l'Etat plutôt que d'être complice de pareils décrets — mit à la suite des lieutenants-colonels de réserve le comte de Paris et plaça en non-activité les oncles du prince, le duc d'Aumale et le duc de Nemours. Ce n'était du reste qu'un prélude du bannissement qui fut prononcé contre le comte de Paris, par la loi du 22 juin 1886.

Le comte de Paris, avant de quitter la France, formula une fière protestation, où il disait entr'autres :

« Contraint de quitter le sol de mon pays, je proteste, au nom du droit, contre la violence qui m'est faite. Passionnément attaché à ma patrie, que ses malheurs m'ont rendue plus chère encore, j'y ai, jusqu'à présent, vécu sans enfreindre ses lois. Pour m'en arracher, l'on choisit le moment où je viens d'y rentrer, heureux d'avoir formé un lien nouveau entre la France et une nation amie... »

» Instruite par l'expérience, la France ne se méprendra ni sur la cause ni sur les auteurs des maux dont elle souffre. Elle reconnaîtra que la monarchie, traditionnelle par son principe, moderne par ses institutions, peut seule y porter remède.

» Seule, cette monarchie nationale, dont je suis le représentant, peut réduire à l'impuissance les hommes de désordre qui menacent le repos du pays, assurer la liberté politique et religieuse, relever l'autorité, refaire la fortune publique. Seule elle peut donner à notre société démocratique un gouvernement fort, ouvert à tous, supérieur aux partis et dont la stabilité sera pour l'Europe le gage d'une paix durable.

» Mon devoir est de travailler sans relâche à cette œuvre de salut. Avec l'aide de Dieu et le concours de tous ceux qui partagent ma foi dans l'avenir, je l'accomplirai.

» La République a peur : en me frappant elle me désigne. J'ai confiance dans la France. A l'heure décisive je serai prêt.

» Eu, le 24 juin 1886.

» PHILIPPE, comte de Paris. »

Du château d'Eu, le comte de Paris et sa famille se rendirent en Angleterre, à Douvres, au Lord Warden Hotel, où ils

restèrent quelques jours avant de partir pour Turnbridge-Wells. Le soir même, la comtesse de Paris qui avait dû laisser sa fille, la princesse Louise, malade, au château d'Eu, repartit pour la France, accompagnée du duc de Chartres, tandis que le comte de Paris et le duc d'Orléans commençaient leur période d'exil qui, pour le premier, ne devait finir qu'à la tombe.

* * *

Cette date du 24 juin 1886, ouvre pour le comte de Paris, dûment sacré roi de France par le décret de proscription, et qui se le tint pour dit, comme le prouve le manifeste reproduit ci-dessus, suivi de maints autres analogues, une nouvelle période de sa carrière.

Précédemment il n'était qu'un électeur comme tout autre, qu'un simple citoyen, fort bien apparenté assurément et de bon lignage lui-même, par dessus le marché lieutenant-colonel territorial ; mais il ne disposait, après tout, en droit comme en fait, que d'une voix, la sienne, aux grands jours d'exercice de la souveraineté nationale par le suffrage universel et le scrutin secret, ou bien il tombait sous le coup des dispositions légales contre la brigue s'il s'avisait de recruter illicitement d'autres voix.

Dorénavant c'est autre chose. Il sera le monarque, mis hors la loi, privé du droit de vote, du sol natal et de tout ce qui s'y rattache, mais dégagé ainsi d'autre obligation morale que celle de maintenir la foi monarchique dont il est le dépositaire et qui, dans des jours meilleurs, ou seulement différents, lui rouvriraient les portes de la patrie que la République lui tient fermées.

C'est ce qu'il fit par l'organe de représentants désignés en France et dans les départements, de comités divers, de réunions électorales tenues près des frontières, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Suisse ; par des manifestes et instructions, par la presse, par tous les moyens, en un mot, qu'emploient les partis politiques dans leurs luttes journalières en pays de suffrage universel. J'eus l'agréable chance d'assister accidentellement à l'une de ces réunions, au Grand-Hôtel de Vevey, d'où je sortis avec l'impression qu'à part la présentation individuelle au prince-président par son aide de camp de service et un excellent dîner, dont une très belle et

gracieuse princesse, je dis la princesse Hélène, faisait les honneurs en face de son père, c'était absolument comme chez nous, quand nous avons un ferme et bon président. Le comte de Paris y ajoutait une exquise bienveillance, des remarques d'une frappante sagesse, une large impartialité, une patience imperturbable, même quand il nous arrivait de parler trois ou quatre à la fois. Conspiration à ciel ouvert et si expansive que M. le préfet de X..., resté dans la cour par devoir de service, en put noter tous les traits à son plein gré.

D'autres réunions ou agitations électorales, tant hors de France sous la présidence du comte de Paris, qu'en France sous la direction de son représentant M. Bocher ou M. Othenin d'Haussonville, eurent, me semble-t-il, le même caractère, et je ne sache pas qu'à côté des affiches et réclames plus ou moins bruyantes en faveur de tels ou tels candidats qu'on savait disposés à faire abroger les lois d'exil et d'exclusion, il s'y soit rien commis d'illégal à la charge du comte de Paris. S'il est vrai qu'à l'occasion des prétentions boulangistes il ait pu dire : « l'air de France vaut bien deux millions », est-ce à ceux qui trouvent qu'il n'était pas assez Henri IV de lui faire un tardif grief de cette opération manquée ?

* * *

Nous devrions arrêter ici notre nécrologie, car on comprendra que ce n'est pas notre affaire de bon républicain suisse de nous appesantir sur le reste de la carrière du comte de Paris, désormais essentiellement monarchique. Si nos sympathies pour sa personne et pour ses proches s'accordent fort bien avec nos vœux pour que la République française devienne moins intolérante et que ses gouvernants ne croient plus que le meilleur moyen de bien gouverner est de chasser du pays les concurrents, elles ne peuvent aller jusqu'à souhaiter la mort de cette République, dont l'amendement ne paraît point impossible.

Cependant nous tenons à enregistrer encore un voyage important du comte de Paris, sa visite aux Etats-Unis, en 1890, depuis longtemps projetée et promise à ses anciens compagnons d'armes.

* * *

Au début de l'année il s'embarquait à Cadix, accompagné

de son frère; mais à peine arrivé à la Havane, il y trouvait deux nouvelles aussi imprévues qu'émouvantes.

Le 4 février, son oncle et beau-père, le duc de Montpensier, qu'il avait quitté peu de jours avant à Cadix, avait été emporté par une attaque d'apoplexie foudroyante. Le 7 février, son fils aîné, le duc d'Orléans, qui avait atteint la veille sa majorité, alors en séjour à Lausanne, était venu à Paris se présenter au bureau de recrutement, à la mairie du VII^e arrondissement et au ministère de la guerre pour demander à accomplir son service militaire comme simple soldat parmi les conscrits de sa classe. Le soir même le jeune prince arrêté était conduit à la Conciergerie, le 12 il était condamné par le tribunal correctionnel de la Seine à deux ans de prison, par application de la loi de proscription du 24 juin 1886, et quelques jours après il était conduit à la maison centrale de Clairvaux.

Vivement ému, le comte de Paris ne pouvait songer à poursuivre son voyage, il repartit aussitôt pour l'Europe sur le bateau même qui l'avait amené.

Quand, après quatre mois d'une rigoureuse détention, les portes de l'exil se rouvrirent pour celui qu'on appelait alors le Premier Conscrit de France, ce projet de visite aux Etats-Unis, si brusquement interrompu, fut repris; mais cette fois il était tout naturel que le duc d'Orléans y accompagnât son père, fier de le présenter, heureux de l'avoir retrouvé et de lui offrir une des occasions les plus intéressantes de poursuivre avec lui, sur le terrain même d'une lutte gigantesque, ses études militaires.

Le 23 septembre 1890, les princes s'embarquèrent à Liverpool. Le comte d'Haussonville, de l'Académie française, le marquis de Lasteyrie, petit-fils du général La Fayette, le colonel de Parseval, le fidèle capitaine Morhain, le docteur Joseph Récamier, nom connu dans la science et dans les lettres, le duc d'Uzès, jeune compagnon du duc d'Orléans, formaient la suite des princes, brillante caravane historique qui l'eût été plus encore sans l'absence, pour causes très majeures, du duc de Chartres et du prince de Joinville.

A l'arrivée à New-York, le 3 octobre, la réception, par des comités formés *ad hoc*, sous la présidence du général D. Butterfield, fut touchante et splendide. De nombreux yachts sont venus à sa rencontre dans la rade. Aux bruyantes acclamations qui s'élèvent, le comte de Paris répond en se tenant

debout sur le pont, avec le duc d'Orléans, le chapeau bas et saluant de la main les amis dont il pouvait reconnaître les visages.

Le surintendant des douanes, colonel Erhardt, agissant dans l'exercice de sa charge et parlant au nom du ministre des finances des Etats-Unis, souhaita le premier la bienvenue au prince sur la terre américaine, et lui annonça qu'il avait ordre, en témoignage de reconnaissance pour les éminents services rendus par lui et par les siens à la cause de l'Union, de l'affranchir ainsi que sa suite de toute visite de bagages, droits de douanes et autres et de lui procurer toutes les facilités souhaitables.

Le comte de Paris reçut alors dans la cabine du capitaine du paquebot les généraux et les membres de la *Loyal Legion* de Philadelphie, il les fit connaître à son fils et leur nomma les personnages distingués qui l'avaient accompagné.

L'émotion de ces vieux compagnons d'armes était grande, l'effusion cordiale, les poignées de mains chaudes et empressées. Le prince très touché lui-même trouvait pour chacun, avec une précision étonnante de sa mémoire toujours fidèle, un aimable ou affectueux souvenir à rappeler.

Parmi les personnages ainsi accourus se trouvait un officier supérieur en activité de service, M. le colonel Coppinger, qui fut présenté au comte de Paris, chargé par le général Schofield, commandant de toute l'armée des Etats-Unis, de saluer le prince en son nom et de se mettre à sa disposition pour le suivre partout pendant tout son séjour et dans tous ses déplacements.

Il faudrait un gros volume pour raconter les nombreuses attentions et manifestations dont le comte de Paris et sa suite furent l'objet tant à New-York qu'à Trenton, Philadelphie, Washington, Richmond, Petersburg, Gettysburg et autres villes ou champs de bataille célèbres.

Toutefois, une de ces visites de champs de bataille, celle de Gettysburg, mérite d'être particulièrement remarquée. Il s'y rattache en effet un haut intérêt historique par les explications qui s'y donnèrent sur quelques points obscurs ou contestés de ce grand événement militaire et politique et par les documents nouveaux qui en résultèrent.

Nous en dirons donc quelques mots d'après les intéressantes lettres du colonel de Parseval à l'*Avenir militaire* de Paris :

Le 13 octobre, les princes quittèrent définitivement Richmond, non sans avoir admiré avec une fierté patriotique la belle statue du général Lee, qui est l'œuvre d'un des grands artistes français, du sculpteur Mercié.

Ce jour-là, on parcourut rapidement les champs de bataille de Frederiksburg et de Chancellorsville, pressé qu'on était d'arriver le soir à Washington et le lendemain à Gettysburg, avec le général Butterfield, en train spécial.

Pendant trois jours et deux nuits, le 14, le 15 et le 16, les princes et leur suite, en tout une trentaine de personnes, vécurent, voyagèrent, mangèrent et dormirent dans les wagons-salons de ce train.

Le 14 on releva les positions de Harper's Ferry et d'Antietam, et le soir on arriva à Gettysburg.

« La visite du champ de bataille, dit le colonel de Parseval, » eut lieu le lendemain 15. On jugera à l'avance de l'intérêt » de cette visite quand on saura que, la veille, un grand nom » bre de généraux ayant pris part à la bataille de Gettysburg, » en 1863, la plupart avec des commandements importants, » avaient précédé ou rejoint les princes. Après vingt-sept » années écoulées, le haut commandement de l'armée du Po- » tomac s'était reconstitué presque au complet. Le comman- » dant en chef, le général Meade, était mort depuis plusieurs » années, mais son chef d'état-major général, le major-général Butterfield, était présent. Des sept corps d'armée fédé- » raux qui avaient versé leur sang à Gettysburg, quatre étaient » représentés par ceux qui les avaient commandés sur le » terrain ; le I^{er}, par le général-major Doubleday, qui avait » succédé au général Reynolds, tué au début de la première » journée, et que le général-major Newton, également pré- » sent, avait remplacé ensuite ; le III^e, par le major-général Sickles, qui perdit une jambe le second jour de la bataille ; » le XI^e, par le major-général Howard, qui commande actuel- » lement à New-York ; le XII^e, par le major-général Slocum. » Le II^e corps avait le brigadier-général Smith ; le VI^e, le » brigadier-général Wright, qui en commandait la I^{re} division. » Seul, le V^e corps n'était pas représenté par un officier gé- » néral. Le corps de cavalerie, composé de trois divisions, » figurait par le commandant de la troisième division, le bri- » gadier-général Greeg.

» L'armée confédérée de Gettysburg, dont tous les chefs de

» rang élevé avaient disparu, sauf le général Longstreet, aujourd'hui très âgé, ne comptait à cette visite que quelques officiers et notamment le colonel Taylor, de l'artillerie....

» Dans cette visite, les princes étaient en voiture¹, accompagnés du général Butterfield et du commandant du corps d'armée (ou de son représentant) des troupes dont on parcourait la ligne. N'avais-je pas raison de dire que c'était une véritable revue? Du champ de bataille, ils se firent conduire au nord de la route de York, au point où le général Greeg avait, avec sa division de cavalerie, chargé une des divisions de Stuart. Le général Greeg, grand, sec, élancé, simple dans ses manières, sobre et précis dans son langage, véritable type de cavalier, les accompagnait. A sept heures, ils rentraient à Gettysburg, au milieu des démonstrations les plus sympathiques de la population. »

Le maire avait demandé à Mgr le comte de Paris d'accepter dans la soirée une réception. Le prince y consentit avec empressement, reçut les souhaits de bienvenue et y répondit par une improvisation si chaudement accueillie que tous les citoyens de Gettysburg, présents au nombre de plus de neuf cents, voulurent avant de se retirer, défiler devant lui et reçurent tous de lui une cordiale poignée de main.

* * *

Une conséquence non moins intéressante de cette visite en commun aux champs de Gettysburg, par d'anciens participants à la bataille des 1-3 juillet 1863, fut la publication dans le *North American Review*, de New-York, numéros de février et mars 1891, de leurs impressions de cette instructive journée. Ainsi s'imprimèrent sous le titre *Gettysburg, 30 ans après*, de charmants et précieux articles du comte de Paris, des généraux Howard, Slocum, Doubleday, Sickles, Greeg, Newton, Butterfield, qui complètent très avantageusement les rapports officiels. C'est surtout d'après ces nouveaux documents que fut élaborée la conférence, en deux séances, que j'ai donnée l'hiver dernier, à MM. les officiers de Lausanne et qui fera la substance d'un chapitre convenable, je l'espère, de la nouvelle édition de ma guerre de Sécession.

¹ Un des généraux, Howard, était privé d'un bras, un autre, Sickles, d'une jambe, ce qui n'avait pas permis de faire à cheval la visite du terrain.

Le 17 octobre, une grande réception était donnée au comte de Paris et à sa suite par le général Webb, à New-York, le lendemain chez le général Butterfield, sur les bords riants de l'Hudson, suivie d'une visite à l'Académie militaire de West-Point, où se trouvait alors mon fils cadet, élève de 2^{me}, que le comte de Paris eut l'amabilité de faire appeler auprès de lui.

Parmi ces innombrables réceptions et dîners de gala, il en est un qui compte au premier rang, soit par le nombre et la qualité des convives, soit par le magistral discours qu'y prononça le comte de Paris. C'était au grand banquet offert, à New-Plazza-Hotel, le 20 octobre, par les anciens officiers de l'armée du Potomac.

A la fin du banquet, après des toasts du général Sherman au président des Etats-Unis, du général Schofield et de maints autres généraux et amiraux, dont un du général Butterfield qui présidait, au comte de Paris, le prince répondit, en anglais, par le beau discours en question, dont ci-dessous une traduction fidèle :

Messieurs et chers anciens camarades,

En me retrouvant, au bout de vingt-huit ans, au milieu de mes anciens compagnons d'armes, ma pensée est un sentiment d'humble reconnaissance envers le Dieu tout-puissant qui tient nos vies entre ses mains et dont la bonté a bien voulu permettre qu'après un si long temps écoulé, vous vous trouviez réunis ce soir, en aussi grand nombre, pour me souhaiter la bienvenue. Bien des hivers ont semé leur neige sur nos têtes depuis que nous nous sommes vus pour la dernière fois, et il m'a semblé, en posant le pied sur ce rivage, que je ressemblais un peu à ce vieux Rip Van Winkle, dont la légende raconte qu'après avoir dormi cent années dans la montagne, il s'avisa un jour de descendre pour visiter son ancienne demeure.

Je doute, en effet, que durant ce sommeil de cent années votre pays ait été témoin d'aussi grands changements que durant ce dernier quart de siècle, qui n'a mêlé à nos barbes et à nos cheveux que quelques fils d'argent. Mais combien y en a-t-il, hélas ! parmi nos anciens camarades dont la mémoire est encore vivante dans notre cœur, et qui cependant ne sont plus là pour répondre à l'appel ! Je n'entreprendrai pas de nommer tous ceux que j'ai connus autrefois et qui ont échangé les épreuves et les fatigues de ce monde contre le repos et la paix de la justice éternelle. Mais laissez-moi, cependant, payer le tribut de nos regrets aux plus éminents de ces guerriers disparus. Je citerai, en première ligne, le nom de mon illustre chef, le créateur de la grande armée du Potomac, le

modèle achevé à la fois du soldat et de l'homme d'honneur, qu'amis et ennemis avaient appris à respecter également, le général Mac Clellan. Puis je rappellerai les noms du vieux Sumner, le Taureau des bois, de Mac Dowell, de Burnside, de Meade, de Sheridan, d'Hancock, de Hooke, et je terminerai par celui, illustre entre tous, de Grant, qui n'appartenait pas, à proprement parler, à l'armée du Potomac, mais que son heureuse étoile a appelé à en prendre le commandement à l'heure de la lutte décisive et du triomphe final.

Enfin, au nom de ces glorieux soldats, j'associerai celui du grand citoyen qui a été la plus illustre victime de votre guerre civile, qui est mort pour son pays, de la mort des martyrs : Abraham Lincoln. A cet hommage que je rends à sa mémoire, je ne puis m'empêcher de joindre le témoignage de ma reconnaissance personnelle pour le cordial accueil que mon frère et moi nous avons reçu de lui, car je me rappelle et me rappellerai toujours la bonne grâce avec laquelle, toutes les fois qu'il venait au quartier général discuter quelque plan de campagne, il trouvait le temps d'échanger avec les jeunes aides de camp de Mac Clellan quelques mots de conversation amicale.

Si je ne puis nommer tous ceux qui ne sont plus, à plus forte raison, Messieurs, m'est-il impossible d'exprimer comme je le voudrais à chacun de vous mes sentiments de sympathie et de reconnaissance pour l'accueil que vous m'avez fait. Mais je ne saurais mieux traduire ces sentiments qu'en adressant mes remerciements à mon ami le général Butterfield et à tous ceux qui ont été avec lui les organisateurs de cette réunion. C'est avec une égale gratitude que je salue ici la présence du vaillant commandant en chef de l'armée des Etats-Unis et de son illustre prédécesseur.

Parfois, Messieurs, il est arrivé que de grandes guerres n'ont pas engendré de grands généraux. Ce n'est pas le cas pour votre guerre civile, qui a donné à des hommes tels que Grant, Lee ou Johnston, l'occasion de déployer de grandes qualités militaires et qui a inscrit leurs noms dans le livre de l'histoire.

Mais il arrive parfois aussi que, dans une guerre, dont les conditions ont été d'une nature tout exceptionnelle, un seul homme devient, par son génie militaire et ses exploits, le représentant le plus accompli de la nouvelle génération d'officiers élevés à cette rude école. L'homme que les circonstances ont ainsi révélé, il est ce soir parmi nous : c'est le général Sherman.

Vingt-huit ans se sont déjà écoulés depuis le jour où j'abordais ici pour la première fois. Je vous apportais alors ma jeunesse, mon goût pour les aventures, et une épée qui n'était jamais sortie du fourreau. C'était à l'heure de vos difficultés les plus graves, et peut-être fallait-il alors un certain courage moral pour affirmer, à l'encontre des préjugés de l'Eu-

rope, une foi absolue dans le triomphe final de votre Constitution et de votre cause. Les nombreux témoignages de sympathie que j'ai reçus ont été pour moi la meilleure des récompenses et ont établi entre la nation américaine et ma famille les liens d'un attachement solide.

Laissez-moi vous rappeler que cet attachement tire son origine d'événements plus anciens, puisqu'il remonte aux premiers jours de votre existence comme nation indépendante. Le nom de Bourbon, qui se lit si souvent dans la carte de votre pays, montre la popularité que la Maison de France doit à l'aide si généreusement prêtée par elle, sous le règne de Louis XVI, à votre colonie émancipée. La génération qui vous a précédés n'avait pas oublié non plus comment mon grand-père, le Roi Louis-Philippe, après avoir été lui-même l'hôte de Washington (à Mount-Vernon), avait coutume de recevoir les Américains qui visitaient la France alors qu'il était sur le trône.

La sympathie que j'ai pu mériter à mon tour pour m'être enrôlé sous la bannière étoilée quelques semaines après la bataille de Bull-Run, je dois la partager avec mon oncle le prince de Joinville et avec mon frère le duc de Chartres, le légendaire Robert le Fort des tristes jours de 1870. Tous deux encore, grâce à Dieu, pleins de vie et d'activité, mais retenus par d'impérieux devoirs, n'ont pu, malgré leur vif désir, m'accompagner dans ce voyage; ils m'ont chargé de vous apporter leurs souvenirs et leurs vœux.

Que pouvais-je, messieurs, vous apporter de plus en ce temps de paix et de prospérité? Un livre? En effet, quelques-uns d'entre vous peuvent le savoir, j'ai entrepris d'écrire avec impartialité une histoire générale de votre grande guerre civile et d'élever ainsi un monument à la mémoire des luttes héroïques où se sont mesurées les deux armées du Nord et du Sud. Mais mon œuvre n'est pas terminée, la vie errante d'un exilé n'est guère favorable à l'achèvement d'une si longue entreprise.

J'ai cru mieux faire et je crois que vous m'avez approuvé de vous amener mon fils. Je l'ai amené, parce que je suis fier de lui. Déjà, par un acte hardi, il a su montrer combien il aimait son pays et quel ardent désir l'animait de remplir ses devoirs de soldat. Il a pensé, comme moi, que rien ne pouvait être plus intéressant et plus instructif que de visiter votre belle et glorieuse contrée. Nous venons de suivre ensemble la trace des armées qui ont foulé le sol de la Virginie, du Maryland et de la Pensylvanie, et en même temps nous avons retrouvé, encore vivante, celle qu'ont laissée les vétérans de Rochambeau, alors qu'ils combattaient côte à côte avec les jeunes troupes de Washington et les volontaires de La Fayette.

Vous pouvez juger quels sentiments ont fait battre notre cœur chaque fois que nous avons visité ensemble quelque site illustré par les exploits

de cette vieille armée française qui a marché pendant des siècles sous la conduite de mes ancêtres, dans les rangs de laquelle plus de quarante membres de la Maison de France ont trouvé la mort et qu'unissent toujours à ma famille, en dépit des efforts faits pour les rompre, des liens indestructibles.

Mais je n'ai pas borné ma visite à parcourir des champs de bataille. Que pouvait-il y avoir, en effet, de plus intéressant pour moi que la correspondance qui s'établissait à chaque instant dans mon esprit entre le spectacle dont j'avais été témoin autrefois et celui qui s'offrait aujourd'hui à mes yeux ? Lorsque je débarquais à New-York, il y a vingt-huit ans, une chose m'avait surtout frappé : c'était le mélange de tristesse et de résolution qui se lisait sur le visage de chacun. Chacun était triste, en effet, lorsqu'il voyait, non seulement la Constitution du pays foulée aux pieds, mais les citoyens d'une même nation, les soldats d'une même armée prêts à s'engager dans la plus grande guerre civile des temps modernes, et à tirer l'épée les uns contre les autres :

Pares aquilas et pila minantia pilis.

Mais si la tristesse était profonde, non moins ferme était la résolution de ne reculer devant aucun sacrifice et de prodiguer, s'il le fallait, l'or et le sang pour maintenir la Constitution et pour sauver l'Union, car nul ne voulait admettre la pensée qu'une seule étoile pût tomber de la bannière qui conduisait les soldats au combat et vers laquelle se tournaient les derniers regards des mourants. Je ne puis parler par expérience des sentiments qui régnaient dans le parti opposé ; je ne doute pas cependant qu'on y ait trouvé une semblable tristesse et une résolution semblable. Même parmi ceux qui s'étaient prononcés avec le plus d'énergie en faveur de la séparation et qui croyaient de leur droit et de leur devoir d'y travailler, je suis convaincu que peu sonne ne pouvait attacher ses yeux, sans regrets, sur le vieux drapeau qui flottait au-dessus de la tête de Washington, lorsqu'il recevait à York-Town l'épée de Cornwallis, et lorsqu'il prêtait son premier serment comme Président des Etats-Unis. Mais que leur résolution fût inébranlable également, et cela d'autant plus que la rupture de l'Union leur avait été plus douloureuse, le souvenir et le nom même de Stonewall Jackson suffirent pour l'attester.

Ce sont ces sentiments de tristesse et de résolution qui ont préparé les voies à la grande réconciliation finale. Durant les épreuves de cette terrible lutte, les deux partis avaient appris à se respecter, je dirai plus, à s'admirer l'un l'autre. Aussi, lorsque la grande question qui était en suspens eut été décidée par le sort des batailles, le plus illustre représentant de la cause vaincue put-il serrer cordialement la main de son vainqueur sous le chêne historique d'Appomatox. Quelques semaines après, le plus grand des dangers qui pouvaient menacer votre pays avait disparu. Les armées puissantes qui s'étaient rassemblées comme les

nuages noirs se rassemblent aux premiers éclats du tonnerre, s'étaient dissoutes d'elles-mêmes, comme ces flocons légers que le vent balaye lorsque la tempête est finie, et, depuis lors, vous avez goûté sans trouble les bienfaits de la concorde et de l'union. Combien solide est aujourd'hui cette union, j'en ai trouvé des preuves dans l'accueil qui m'a été fait à Richmond, et je me souviendrai toujours d'avoir visité avec d'anciens officiers de l'armée confédérée quelques-uns des champs de bataille où j'avais combattu autrefois contre eux.

Cette grande réconciliation a été l'œuvre de votre République, et votre République a pu l'accomplir parce qu'elle est essentiellement nationale. Je n'ai pas l'intention, comme vous le savez, de m'engager sur le terrain de la politique. Je ne puis cependant me défendre de rappeler qu'il y a trois cents ans, mon pays a connu aussi les horreurs d'une guerre civile sanglante qui avait mis en péril son existence même. Mais il a vu ses plaies pansées et sa grandeur rétablie par la politique paternelle et sage d'un pouvoir assez fort pour rallier tous les Français autour de son drapeau, et ce pouvoir était fort parce qu'il était un gouvernement national. C'était la Monarchie du Roi Henri IV.

La Monarchie en France, comme la République en Amérique, est et demeure, en effet, malgré un siècle de révolutions, la forme du gouvernement vraiment nationale. C'est pourquoi, messieurs, vous qui êtes républicains, au sens le plus large et le plus noble du mot, vous devez cependant le comprendre, les sentiments de fidélité et de dévouement à la vieille Constitution américaine, qui font votre honneur, ne sauraient exister en France à l'égard de la République, qui est un gouvernement nouveau. Vous devez comprendre également qu'un grand nombre de Français demeurent fidèles aux traditions d'un passé glorieux et qu'ils considèrent comme un devoir patriotique de consacrer toute leur intelligence et toute leur énergie à préparer, par les moyens légaux, le retour de la Monarchie.

Pour en revenir aux sujets qui vous concernent plus particulièrement, vous vous attendez sans doute, messieurs, à apprendre de ma bouche ce qui m'a le plus frappé dans un pays où les changements et les progrès qu'amène la civilisation sont l'œuvre, non pas des siècles, mais des années et presque des mois.

J'ai passé si peu de temps parmi vous que c'est à peine si j'ai pu me rendre compte de vos merveilleuses découvertes dans l'ordre des sciences et de l'application que vous en savez faire au bien-être de l'humanité. Il ne m'a pas été non plus possible de mesurer vos progrès si rapides dans la voie de la production industrielle et agricole. Mais il y a une chose que je puis vous dire, c'est que, dans notre vieille Europe, où chaque pays paye au prix de lourdes charges financières ses gloires anciennes ou récentes, nous n'assistons pas sans étonnement aux discussions

qui s'élèvent entre vous sur le meilleur emploi à faire de l'excédent de vos revenus. Ces discussions nous font connaître un sentiment analogue à celui que devait éprouver Aladin lorsqu'il se trouvait en présence des trésors renfermés dans la caverne merveilleuse.

J'emprunterai encore, si vous le permettez, une comparaison aux *Mille et une Nuits*. Vous vous rappelez l'histoire de ce pêcheur qui, ayant trouvé une bouteille dans son filet, l'ouvrit imprudemment et en fit sortir un génie. Mais le génie devint bientôt si grand qu'il ne voulut plus rentrer dans la bouteille, qu'il se mit à parler d'une voix quelque peu menaçante. Eh bien ! la France, qui a si puissamment contribué à votre émancipation, vous contemple un peu comme le pêcheur devait contempler le génie. Mais soyez assurés que nous n'avons aucune envie de vous faire rentrer dans la bouteille, car si nous admirons vos progrès, nous les voyons sansalousie. Je ne veux pas m'aventurer sur le terrain brûlant de l'économie politique, mais je tiens à exprimer ici l'espoir sincère que deux pays qui n'ont jamais tiré l'épée l'un contre l'autre ne se trouveront pas engagés dans une guerre d'une autre nature qui pourrait, à la longue, coûter cher à chacun d'eux. J'ajouterai que je ne puis m'asseoir à vos tables hospitalières ni admirer comme je le fais souvent l'élégance des toilettes de vos femmes et de vos filles, sans me dire tout bas que vous ne prendriez peut-être pas facilement votre parti de vous passer de nos vins français et de nos soies françaises.

A un autre point de vue, ce qui m'a le plus frappé dans votre pays, c'est la puissante et salutaire influence qu'a exercée sur le développement moral et matériel de la nation une liberté essentielle, malheureusement trop peu pratiquée et trop peu respectée ailleurs, je veux dire la liberté d'association. En effet, l'association réunit dans un effort commun les forces individuelles qui, trop souvent, sont éparses dans les sociétés démocratiques, et en même temps elle contribue, sur leur sol toujours mouvant, à conserver la tradition.

C'est par la liberté d'association que vous vous efforcez de résoudre le grand problème des rapports entre le capital et le travail. Pour être différentes, les difficultés que ce problème soulève ne sont pas moins grandes des deux côtés de l'Atlantique, et l'expérience d'une nation peut être utile à l'autre. Vous avez, messieurs, une foi robuste dans l'avenir de votre pays. Vous avez raison, car la foi dans l'avenir est une des conditions du succès. Je me souviens que, durant les épreuves de la guerre civile, mes camarades avaient coutume de citer souvent devant moi un dicton qui vous est familier : « Il y a un Dieu pour les enfants, pour les ivrognes et pour les Etats-Unis ». Peut-être y a-t-il dans ce dicton une part de vérité, mais en ce sens seulement que la Providence réserve avec justice ses faveurs pour les nations où le nom de Dieu est respecté, où les principes du christianisme sont considérés comme étant la base de l'édifice social,

où la foi en la vie future et la miséricorde du divin Juge sont considérées comme absolument nécessaires pour réconcilier l'homme avec les misères de sa condition et en particulier avec les souffrances inséparables des inégalités sociales. Cette foi et ces principes sont les vôtres. Vous vous les transmettez de génération en génération. Ils sont la pierre angulaire de votre système d'éducation nationale. N'agissaient-ils pas, en effet, sous l'inspiration des sentiments chrétiens les plus élevés, ces jeunes gens qui sont venus, des Etats du Nord ou de ceux du Sud, pour combattre et mourir en volontaires sous le drapeau de la cause qui leur avait semblé la plus juste ?

Avant de nous séparer, que nos pensées se tournent donc pieusement vers ces nobles victimes du patriotisme et du dévouement. Unissons-nous, si vous le voulez bien, pour payer ensemble un tribut d'hommages et de regrets aux soldats et aux officiers de l'armée fédérale ou de l'armée confédérée qui ont trouvé la mort sur les champs de bataille ; mais félicitons-nous en même temps de cette réconciliation glorieuse qui a réuni, dans un sentiment d'amour commun pour la patrie reconstituée, les survivants de cette terrible guerre. Personne ne se réjouit plus que moi de cette réconciliation, et c'est pourquoi, messieurs, comme compagnon de vos luttes d'autrefois, comme témoin de votre prospérité d'aujourd'hui, comme Français, comme représentant de cette vieille race royale qui a soutenu les premiers pas de votre jeune République, je vous demande la permission de boire à l'amitié et à la prospérité durable des Etats-Unis et de la France.

Après ce grand discours prononcé d'un ton fier, après les applaudissements et les hurrahs mérités qui l'avaient accueilli, le général Butterfield offrit au prince, au nom de tous ses anciens camarades, un exemplaire richement relié des « Annales de l'armée du Potomac », et le général Slocum, l'un des anciens commandants de corps d'armée, lui présenta dans un écrin les insignes en diamants de l'association, une petite croix qui a autant de branches qu'il y avait de corps d'armée ; le tout accompagné d'un charmant discours se terminant par ces paroles dites avec un noble accent de sincérité et de respect :

« Nous vous prions d'accepter cet insigne en témoignage de notre haute estime pour vous comme soldat et en reconnaissance de ce qui vous est dû pour votre grand ouvrage, comme à l'auteur de ce qui est considéré la meilleure et la plus véridique histoire de notre grande guerre civile. »

Le 21 octobre, la caravane partit pour les chutes du Niagara, puis pour le Canada, où de grandes fêtes furent données en son honneur à Montréal et à Québec. Le 1^{er} novembre, les princes et leur suite se rembarquèrent à New-York pour l'Angleterre.

Depuis lors, le comte de Paris reprit sa vie ordinaire d'exilé français, l'été en Angleterre, l'automne à ses chasses en Ecosse, l'hiver à son château de Villamanrique, en Andalousie. Sa santé s'altérait. Depuis le mois de mai 1894, le mal avait fait des progrès sensibles, sans cependant alarmer ceux qui connaissaient sa robuste constitution et qui voyaient son activité se maintenir intacte. Rien n'était encore changé dans ses allures laborieuses. Il recevait les visites avec son amabilité habituelle, répondait lui-même et sans retard à toutes les lettres qui lui étaient adressées; vaste travail que cette seule correspondance journalière. « Si elle pouvait être réunie et publiée, dit avec raison M. Edouard Hervé, dans le *Soleil* du 9 septembre, ce serait une révélation. » Vers la mi-août, il dut s'aliter; le 2 septembre, il reçut les Saints-Sacrements des mains de Mgr l'archevêque d'Hulst, et le 8 septembre, après une lente et relativement douce agonie, il s'endormit paisiblement, entouré de tous les siens ¹.

Honneur à cette vie d'abnégation et de dévouement, semée de tant de vicissitudes, au milieu de quelques vives joies inti-

¹ Le comte de Paris, télégraphie l'Agence Havas à la date de Buckingham, 8 septembre, 8 h. 48 matin, a rendu le dernier soupir si doucement qu'il a fallu constater que le cœur ne battait plus. A ce moment, tous les princes et princesses présents au château étaient dans sa chambre, agenouillés autour de son lit.

La comtesse de Paris, debout, tenait la main du prince jusqu'au dernier moment. Elle garda les mains du mourant dans les siennes; puis, quand tout fini, elle lui ferma les yeux et le baisa sur le front en lui disant: « Adieu! »

Alors tous les princes présents sont venus auprès du lit mortuaire dans l'ordre suivant: le duc d'Orléans, le duc de Chartres, le duc de Nemours, le prince de Joinville, le duc d'Aumale, le comte d'Eu, le duc d'Alençon, le duc de Penthièvre, le prince Antoine et le prince Emmanuel.

Tour à tour ils ont mis genou en terre et ont baisé la main du comte de Paris.

Buckingham, 8 septembre, 9 h. 2 matin.

En dehors des princes qui ont assisté aux derniers moments du comte de Paris se trouvaient également à cette heure dans la chambre mortuaire: MM. le Dr Récamier, le duc de Luynes, Mgr d'Hulst, l'abbé Cafferata, Camille Dupuis, secrétaire du comte de Paris, Aubry-Vitet, le capitaine Morhain et M. Marsaguet, précepteur du jeune duc de Montpensier.

mes et de tant de bonnes œuvres, y compris de beaux et bons livres, toujours écrits à bonne intention, imprégnés de hauts sentiments de justice et de bienveillance envers tous¹. Honneur à cet homme de bien et de grand savoir, qui ne fut empêché que par sa naissance et par les devoirs qu'elle lui imposa, moins pour lui que pour d'autres, de compter au premier rang des personnages politiques éminents que les événements de ce dernier quart de siècle, si mouvementé poussèrent de droite et de gauche à la tête des affaires de France. Honneur à cette belle et grande figure ! Paix à ses cendres sur la terre d'exil !

Colonel F. LECOMTE.

Le *Soleil* donne comme ci-dessous la généalogie de la famille dont le duc d'Orléans devient le chef :

Philippe-Robert DUC D'ORLÉANS, né le 6 février 1869, à Twickenham, fils de Philippe Comte de Paris et de la princesse Isabelle de Montpensier, est le chef de la Maison de France.

* * *

Le duc d'Orléans a un frère et quatre sœurs :

Le duc *Ferdinand de Montpensier*, né le 9 septembre 1884 ;

La princesse *Amélie d'Orléans*, née le 28 septembre 1865, mariée le 22 mai 1886 au roi Carlos de Portugal d'où : Luiz né en 1887 et Manuel en 1889 ;

La princesse *Hélène d'Orléans*, née le 13 juin 1871 ;

La princesse *Isabelle d'Orléans*, née le 7 mai 1878 ;

La princesse *Louise d'Orléans*, née le 24 février 1882.

* * *

Le duc d'Orléans a un oncle, le *duc de Chartres* (Robert-Philippe-Louis-Eugène-Ferdinand), né le 9 novembre 1840, ancien-colonel du 12^e régiment de chasseurs à cheval, marié le 11 juin 1863 à S. A. R. la princesse Françoise de Joinville d'où :

Le prince Henri d'Orléans, né le 16 octobre 1867 ;

Le prince Jean d'Orléans, né le 4 septembre 1874 ;

La princesse Marie d'Orléans, née le 13 janvier 1865, mariée le 20 octobre 1885 au prince Valdemar de Danemark, troisième fils du roi de Danemark, d'où : le prince Aage, né le 10 juin 1887 ; le prince Axel, né le 12 août 1888, et le prince Eric, né le 8 novembre 1890 ;

La princesse Marguerite d'Orléans, née le 25 janvier 1869.

* * *

Le duc d'Orléans a trois grands-oncles : le duc de Nemours, le prince de Joinville, le duc d'Aumale, et deux grand'tantes : la duchesse de Montpensier et la princesse Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha.

¹ Outre les livres que nous avons cités, il faut mentionner deux volumes sur les guerres d'Afrique, en commun avec son frère, le duc de Chartres, œuvre de fidèle piété filiale, et bon nombre d'écrits sur des sujets d'économie politique en faveur de la classe ouvrière et du droit d'association.

Le *duc de Nemours*, né le 25 octobre 1814, grand'croix de la Légion d'honneur, chevalier de la Toison d'Or, seul chevalier encore vivant de l'ordre du Saint-Esprit, général de division, marié le 27 avril 1840 à la princesse Victoire de Saxe-Cobourg-Gotha, décédée le 10 novembre 1857, d'où :

Le comte d'Eu, né le 29 avril 1842, chevalier de la Toison d'Or, marié le 15 octobre 1864 à la princesse de Bragance, impératrice du Brésil, d'où : Pierre, né le 15 octobre 1875 ; Louis, né le 26 janvier 1878 ; Antoine, né le 9 août 1881 ;

Le duc d'Alençon, né le 12 juillet 1844, bailli de l'ordre de Malte, marié le 28 septembre 1868 à la princesse Sophie de Bavière, d'où : Louise, née le 9 juillet 1869, mariée le 25 avril 1891 au prince Alphonse de Bavière, et Emmanuel né le 18 janvier 1872 ;

La princesse Blanche d'Orléans, née le 28 octobre 1857.

Le *prince de Joinville*, né le 14 août 1818, vice-amiral de France, chevalier de la Toison d'Or, grand'croix de la Légion d'honneur, marié le 1^{er} mai 1843 à la princesse Françoise de Bragance d'où :

Le duc de Penthièvre, né le 4 novembre 1845 ;

La duchesse de Chartres.

Le *duc d'Aumale*, né le 16 janvier 1822, membre de l'Académie française, général de division, grand'croix de la Légion d'honneur, chevalier de la Toison d'Or, marié le 25 novembre 1844 à la princesse Caroline des Deux-Siciles, décédée le 6 décembre 1869.

La *duchesse de Montpensier*, née Louise de Bourbon, infante d'Espagne, le 10 janvier 1832, mariée le 10 octobre 1846 au duc de Montpensier, veuve le 4 février 1890, d'où :

Le prince Antonio de Bourbon, né le 23 février 1866, infant d'Espagne, chevalier de la Toison d'Or, marié le 6 mars 1886 à la princesse Eulalie de Bourbon, infante d'Espagne, d'où : Alphonse, né le 12 novembre 1886 ; Louis, né le 5 novembre 1888 ;

La comtesse de Paris, née le 21 septembre 1848, mariée le 30 mai 1864, à Monsieur le Comte de Paris, père de Mgr le duc d'Orléans, chef actuel de la Maison de France.

La *princesse Clémentine d'Orléans*, née le 3 juin 1817, mariée le 30 avril 1843 au prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha, duc de Saxe-Altenbourg, décédé le 26 juillet 1881, d'où :

Le prince Philippe de Saxe-Cobourg-Gotha ;

Le prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha, prince régnant de Bulgarie ;

La princesse Clotilde de Saxe-Cobourg-Gotha, mariée à l'archiduc Joseph d'Autriche ;

La princesse Amélie de Saxe-Cobourg-Gotha, mariée au duc Maximilien de Bavière.

Vareuse ou tunique.

On sait que le comité central de la Société des officiers a mis à l'étude la question de savoir si pour la tenue de la troupe, officiers compris, le port de la vareuse à l'exclusion de la tunique était désirable. Cette question a fait l'objet de nombreuses discussions dans les réunions d'officiers, notamment dans la récente assemblée générale de la Section vaudoise à Yverdon. Nous pensons bien faire en réunissant dans un ar-